

VOTATIONS DU 23 SEPTEMBRE

Le refus des deux initiatives, entre Röstigraben et sécurité alimentaire

Ludovic Pillonel

L'échec des initiatives «Pour la souveraineté alimentaire» et «Fair Food» a replacé au cœur des débats la mise en œuvre de la sécurité alimentaire et atteste d'opinions divergentes de part et d'autre de la Sarine.

Les initiatives populaires «Pour la souveraineté alimentaire» et «Pour des aliments équitables» («Fair Food») n'ont pas convaincu le peuple, loin s'en faut, si l'on se fie aux résultats du scrutin de dimanche dernier. La première citée, portée par le syndicat agricole Uniterre, a essuyé 68% de «non», tandis que le texte des Verts a été écarté par 61% des votants.

Parfois divisées sur ces objets, les organisations agricoles ont en revanche pour la plupart adressé, à travers leurs réactions, le même message aux autorités fédérales. L'échéance du 23 septembre passée, la mise en œuvre du nouvel article constitutionnel

104a doit désormais être la prochaine priorité du Gouvernement en matière agricole. Le triomphe du contre-projet à l'initiative «Pour la sécurité alimentaire» l'année dernière montre, aux yeux des représentants du monde paysan, la volonté populaire de soutenir une agriculture indigène axée sur la durabilité. Ils attendent donc que la PA 2022+, dont la mise en consultation est prévue pour cet automne, concrétise cet objectif.

Les discussions sont loin d'être terminées

«Un secteur agricole et alimentaire au service d'une production durable reste au cœur des débats. Le Conseil fédéral doit tenir compte de cette revendication, tant en concevant la nouvelle politique agricole qu'en signant des accords commerciaux», commente ainsi l'Union suisse des paysans (USP) dans un communiqué.

Pour son directeur Jacques Bourgeois, le fait que les deux initiatives se soient frayé un chemin jusqu'aux urnes, alors que le contre-projet à l'initiative «Pour la sécurité alimentaire» couvrirait une bonne partie de leurs revendications, donne un



Les arguments de la baisse de l'offre, de la hausse des prix et de l'augmentation du tourisme d'achat ont contrecarré la vision d'une agriculture durable de proximité associée au concept de commerce équitable portée par les initiatives.

ARCHIVES

poinds supplémentaire au soutien du peuple. «Les citoyens ont développé une sensibilité accrue pour le contenu de leur assiette», observe-t-il. Pour rappel, la faitière des paysans avait laissé la liberté

de vote pour les deux objets soumis au vote dimanche. Son homologue romande Agora avait, quant à elle, décidé d'appuyer l'initiative «Pour des aliments équitables», car celle-ci «permettait de clarifier la question des relations commerciales transfrontalières contribuant au développement durable de l'agriculture et du secteur agroalimentaire». L'organisation faitière de l'agriculture romande a, par contre, choisi de ne pas se positionner sur le texte d'Uniterre.

«Si elle avait été acceptée, l'initiative sur la souveraineté alimentaire aurait impliqué une remise à plat très importante de la politique agricole et donc probablement reporté les échéances sur la PA22+». Celle des Verts, beaucoup plus modérée a, selon moi, pâti d'être soumise au peuple en même temps que le texte d'Uniterre. Cela a généré beaucoup de confusion puisque les opposants ont allégrement mélangé les deux», analyse Loïc Bardet, directeur d'Agora.

Le Röstigraben flagrant lié aux résultats des votations a, lui aussi, été largement commenté par les médias et les organisations agricoles. En terre romande, l'initiative des

Verts a convaincu 63,9% des Genevois, 63,8% des Vaudois, 58,9% des Jurassiens et 57,1% des Neuchâtelois, alors que les cantons bilingues du Valais et de Fribourg l'ont refusée à 61,5%, respectivement 51,3%. Les quatre mêmes cantons romands ont soutenu l'action politique d'Uniterre (GE, 60%; VD: 57%; Jura: 54%; NE: 53%), qui a aussi été rejetée par 64% des votants valaisans et 57% des Fribourgeois.

«Le goût avant le porte-monnaie»

Pour nombre d'observateurs, la forte contestation alémanique – le «non» au texte sur la souveraineté alimentaire y dépassait les 70% presque partout – relève d'un rapport différent à l'alimentation de part et d'autre de la Sarine. «La Suisse romande est le berceau des appellations d'origine. On

«Un secteur agricole et alimentaire au service d'une production durable reste au cœur des débats»

Uniterre déterminé

Codirecteur du syndicat agricole Uniterre, Rudi Berli avoue «y avoir cru jusqu'au dernier moment». Il garantit que sa structure va continuer à «s'opposer à tout sacrifice de l'agriculture suisse», notamment en ce qui concerne les accords de libre-échange actuellement en négociation. «S'il le faut, nous nous engageons dans des voies référendaires», précise-t-il. La campagne pour l'initiative a laissé «un trou de 50 000 francs», qui entraînera la mise au chômage technique de la totalité du bureau d'octobre à décembre. «Nous ne voulons pas hypothéquer notre avenir en puisant dans le budget de fonctionnement de l'année prochaine», explique Rudi Berli. LP

y fait plus facilement passer le goût avant le porte-monnaie», déclare Loïc Bardet, pour expliquer pourquoi l'argument de la hausse des prix brandi par les opposants a bien fonctionné en Suisse alémanique. Selon lui, le soutien d'Agora et de la Fédération romande des consommateurs au texte des Verts tandis qu'outre-Sarine, la liberté de vote était laissée par l'USP et les associations de consommateurs (l'une d'elles recommandait même le «non») pourrait aussi avoir joué un rôle. L'approche romande s'est aussi avérée moins politique, la majorité des membres de la section vaudoise de l'UDC ayant par exemple décidé d'apporter leur appui à l'initiative «Fair Food», contre l'avis des élus fédéraux, souligne le directeur d'Agora.

Rôle de l'Etat perçu différemment

Enfin, au même titre que Jacques Bourgeois, il estime que le clivage constaté dénote deux visions différentes de l'Etat. «Les Alémaniques ne veulent pas de son intervention, alors qu'en Suisse romande, on hésite moins à le solliciter si nécessaire», résume le directeur de l'USP.

C'est vous qui le dites

Comment avez-vous accueilli les résultats des votations?



François Erard
Directeur d'AgriGenève

«AgriGenève était l'une des seules instances agricoles, si ce n'est la seule, à soutenir les deux initiatives. J'aurais espéré qu'au moins 40% de la population suisse fasse de même, ce qui n'a hélas pas été le cas, surtout pour le texte d'Uniterre. Dans le canton de Genève par contre, la création d'un comité en faveur des deux objets, duquel nous faisons partie, a donné un élan positif. Les bons scores obtenus en Suisse romande sont une source de satisfaction. Nos autorités cantonales vont pouvoir s'en servir pour appuyer les messages qu'elles veulent faire passer à Berne. La bagarre va maintenant porter sur la mise en œuvre du nouvel article 104a.» LP



David Ruetschi
Secrétaire général de l'Association suisse pour un secteur agroalimentaire fort (ASSAF)

«Avec satisfaction puisque l'ASSAF s'est positionnée contre les deux initiatives. Selon nous, ces deux textes n'apportent pas beaucoup de solutions concrètes. L'article sur la sécurité alimentaire est en revanche très positif, dans le sens où il intègre l'ensemble de la filière agroalimentaire dans la Constitution. L'agriculture n'est en effet pas la seule en jeu. Nous voulons travailler avec nos membres et l'Union suisse des paysans, afin de promouvoir de nouveaux instruments pour garantir la résilience et la diversité des filières indigènes. Les différents acteurs du secteur agroalimentaire doivent trouver un terrain d'entente.» LP

NOMINATION

Nouvelle tête à Bio Suisse

Balz Strasser sera le nouveau directeur de Bio Suisse. Cet agroéconomiste connaît très bien le secteur bio.



Balz Strasser, nouveau directeur de Bio Suisse. SP

avec élevage de vaches mères dans le canton de Jura.

Spécialiste du bio et du «fairtrade»

Après ses études à l'EPFZ, Balz Strasser a complété ses

connaissances en travaillant sur des thèmes comme l'agriculture durable, la vente directe, la collaboration régionale au développement ainsi que les structures équitables pour les prix et les marchés. Il a créé en 2006 la société Pakka AG, une entreprise commerciale spécialisée dans les produits de haute valeur certifiés bio et équitables à base de toutes sortes de noix, dont le siège est à Zurich. Balz Strasser a été CEO de Pakka jusqu'à fin 2013.

De 2014 à 2017, Balz Strasser a été CEO de Swissnex India, une filiale du Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation. SP

PUBLICITÉ

NIGHT SHOW

MACHINES DE FENAISON

bovet SA
Route de Maladeire 2
1566 St-Aubin FR
Tel. +41 26 677 11 48
info@bovet-sa.ch

Vendredi 5 Octobre 2018
à partir de 17h00 Exposition • 18h30 Démonstration
• 20h00 Restauration
entre l'autoroute et Villars-le-grand